



Liberté · Égalité · Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale  
de l'environnement,  
de l'aménagement  
et du logement

Service Information  
Développement Durable  
Évaluation environnementale

Affaire suivie par :  
Annie PERETTI  
Tél : 03 20 40 43 97

Le Directeur régional,

à

Monsieur Jean-Marie LAGUILLIER  
jmlaguillier@yahoo.fr

Lille, le

29 DEC. 2017

Courriel : ae-iddee.dreal-npdcp@developpement-durable.gouv.fr

## BORDEREAU D'ENVOI

Nature des pièces	Nombre de pièces	Observations
Décision de soumission à étude d'impact du projet de création d'un forage agricole à Villers-au-Flos	1	Pour notification.

P/ le directeur régional,  
L'adjointe à la cheffe du service IDDEE

Paule FANGET





*Liberté • Egalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

Direction régionale  
de l'environnement,  
de l'aménagement  
et du logement  
Hauts-de-France

Service  
Information, Développement  
Durable et Évaluation  
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2017-1971  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2017, donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à M. Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2017-1971, déposé complet le 28 novembre 2017 par la société civile d'exploitation agricole du Tour de l'Église, relatif au projet de création d'un forage agricole sur la commune de Villers-au-Flos, dans le Pas-de-Calais ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 19 décembre 2017 ;

Considérant que le projet, qui consiste à créer un forage agricole de 62 mètres de profondeur pour irriguer des terres cultivées, relève de la rubrique 27°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas tout forage pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m ;

Considérant que le futur forage aura un débit de pompage dans la nappe phréatique de 60 m<sup>3</sup> par heure et que les besoins annuels sont estimés à 30 000 m<sup>3</sup> ;

Considérant la présence de 17 captages destinés à l'alimentation en eau des populations dans un rayon de 10 kilomètres autour du projet, dont le plus proche est situé à 2,7 kilomètres ;

Considérant que le projet se situe dans l'aire d'impact du futur canal Seine-Nord-Europe, ouvrage susceptible d'entraîner un abaissement du niveau de la nappe ;

Considérant la fragilité de la ressource en eau dans le secteur du futur forage, constatée en 2017 par l'observatoire national des étiages ;

Considérant qu'il est nécessaire d'étudier l'impact des prélèvements d'eau projetés sur le niveau de la nappe phréatique, notamment au regard du cumul des prélèvements pratiqués alentour ;

Considérant dès lors que le projet est de nature à créer des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé ;

## DÉCIDE

### Article 1<sup>er</sup> :

Le projet de création d'un forage agricole sur la commune de Villers-au-Flos, déposé par la société civile d'exploitation agricole du Tour de l'Église, est soumis à étude d'impact, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3 :

La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le

**29 DEC. 2017**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur régional de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement,

LE DIRECTEUR ADJOINT

  
Julien LABIT

Vincent Motyka

### **1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

#### ***Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :***

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

***Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.***

### **2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact**

#### ***Recours gracieux :***

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

#### ***Recours hiérarchique :***

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoia A et B - 92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

#### ***Recours contentieux :***

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

